



DIVERSIFICATION AGRICOLE VERS LES BAS-FONDS ET SECURITE ALIMENTAIRE A DANIA ET A DOMANGBEU (Centre-ouest de la Côte d'Ivoire)

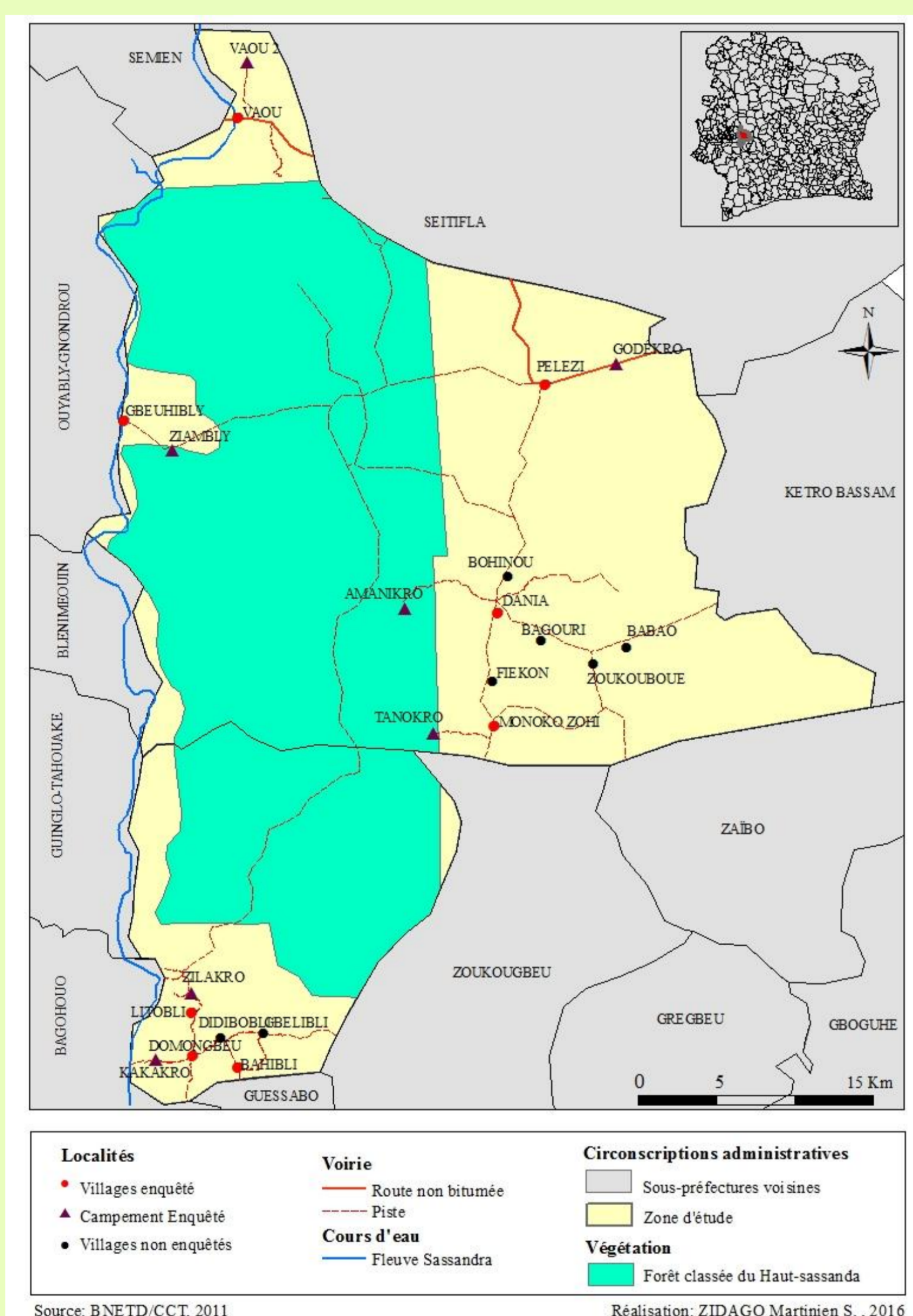
Pr. ASSI-KAUDHJIS Joseph P. jkauhdhjis@yahoo.fr
 Dr. KOUASSI Konan kouassikonan50@yahoo.fr
 Dr. KOUAME Séverin kouame@gmail.com
 ZIDAGO Martinien Stéphane martinienzidago@yahoo.fr



UFR: Communication, Milieu et Société
 Département de Géographie

A l'instar des autres régions de la Côte d'Ivoire, les milieux ruraux des Sous-préfectures de Dania et de Domangbeu situées dans la région du Haut-Sassandra font l'objet de diversification agricole. Ce, afin de diversifier les revenus agricoles, diminuer le risque de dépendance du binôme café-cacao, répondre à l'instabilité des prix des matières premières et parvenir à la sécurité alimentaire. Mais ces contrées sont confrontées à la saturation des terres forestières par les cultures d'exportation (le café et le cacao) et à des risques alimentaires qui se traduisent par de mauvaises récoltes, l'instabilité des revenus agricoles et l'instabilité des disponibilités alimentaires. De plus, en 2009, **12,4% des ménages ruraux** de la région du Haut-Sassandra se trouvaient en insécurité alimentaire (PAM, FAO, MINAGRI, 2009). Dans un tel contexte les bas-fonds autrefois délaissés, sont de plus en plus valorisés par les paysans pour contourner les risques alimentaires et apporter des solutions alternatives à la raréfaction des terres cultivables. Dès lors, dans quel contexte agro-économique et alimentaire s'insère la valorisation des bas-fonds à Dania et à Domangbeu ? Quels sont les facteurs de valorisation des bas-fonds? Quels sont les effets induits au plan de la sécurité alimentaire ?

Carte: Localisation de la zone d'étude



1. OBJECTIFS DE L'ETUDE

La présente étude toujours en cours de réalisation tente alors de contribuer à une meilleure compréhension des enjeux relatifs à la valorisation des bas-fonds, en vue de la sécurité alimentaire dans un contexte de diversification des activités de production agricole, dans les milieux ruraux de Dania et de Domangbeu. Elle pourra ainsi mettre en évidence :

- Quels sont les déterminants de la diversification agricole vers les bas-fonds ?;
- Quel est l'état des lieux de la sécurité alimentaire à Dania et à Domangbeu, dans un contexte de diversification agricole vers les bas-fonds ?;
- Quels sont les effets induits de la quête sécurité alimentaire à partir de la diversification agricole vers les bas-fonds ?

2. MÉTHODES ET MATÉRIELS

Les résultats de l'étude en cours de réalisation reposent sur l'exploitation de données recueillies auprès des ménages. Le questionnaire administré aux ménages au cours de la période Septembre-Octobre 2016 a été élaboré à l'aide du logiciel Sphinx² (V5).

2.1. Constitution de l'échantillonnage

En raison du vide statistique spécifique à notre étude à Dania et à Domangbeu, et de l'incapacité à enquêter tous les ménages ruraux, notre échantillonnage a été réalisé sur la base de la méthode des quotas par la sélection reposant sur le choix raisonné. Ainsi **303 chefs de ménages ruraux** ont été interrogés (voir tableau 1) suivant une approche aléatoire selon la disponibilité des enquêtés. Des chefs de ménages interrogés disposent effectivement ou non de parcelles de bas-fonds exploitées. Ce fait a été un apport bénéfique pour la recherche, dans la mesure où les informations recueillies et traitées nous permettront d'apprécier l'impact de la valorisation des bas-fonds sur le plan de la sécurité alimentaire et d'en faire des comparaisons entre la situation alimentaire des exploitants de bas-fonds ainsi que des non-exploitant de bas-fonds.

Tableau 1: Répartition des ménages enquêtés par localité

Sous-préfectures	Localités visitées	Catégories des ménages enquêtés				
		Exploitants de bas-fond	Non Exploitants de bas-fond	Effectifs	% Exploitant de Bas-fond	
Dania	Villages	Dania	22	8	30	73.33
		Gbeuhibly	20	10	30	66.67
		Monoko zohi	25	5	30	83.33
		Pélézi	24	6	30	80
	Campements	Vaou	19	11	30	63.33
		Amanikro	9	1	10	90
		Godékro	3	7	10	30
		Tanokro	7	3	10	70
Domangbeu	Villages	Vaou2	7	3	10	70
		Ziambly	8	2	10	80
		Bahibli	15	15	30	50
		Domangbeu	27	3	30	90
	Campements	Litobli	11	12	23	47.82
		Kakakro	9	1	10	90
		Zilakro	3	7	10	30
		Total	15	209	94	303

Source : Nos Enquêtes, 2016

Sur l'ensemble des 303 ménages ruraux enquêtés, 209 ménages disposant des aires cultivables de bas-fonds ont été interrogés. Ces derniers représentent en moyenne **67.63 %** de la population échantillonnée contre **32.37%** des ménages non exploitants de bas-fonds pour les quinze (15) localités parcourues .

2.2. L'enquête sur la sécurité alimentaire destinée aux ménages

La clef de lecture de l'état nutritionnel des individus que nous avons utilisé est basée sur la détermination d'un **Indice de Sécurité Alimentaire (ISA)**. Ainsi, nous avons eu recours à un indicateur qui mesure la prévalence de la sous-alimentation : Le score de consommation alimentaire (SCA) (Koffi, 2015). Le score de consommation alimentaire a été calculé selon la méthode mathématique de la détermination du score de consommation alimentaire inspirée du PAM, en utilisant la fréquence de consommation des groupes d'aliments consommés durant les sept (07) derniers jours précédant l'enquête.

Tableau 2 : Classification des aliments selon leur poids dans le calcul du SCA

Groupes d'aliments	Types d'aliments	Pondération (A)
Céréales et tubercules (G1)	Mais, riz, sorgho, mil, pain et autres céréales	2
	Manioc, igname, pomme de terre, patate douce	
Légumes secs (G2)	Haricots, pois, arachides, noix de cajou	3
Légumes (G3)	Choux, tomate, carotte, oignon, poireau, aubergine	1
Fruits (G4)	Ananas, avocat, citron, orange, mangue, autres fruits	1
Protéines animales (G5)	Viande, poisson, œuf	4
Produits laitiers (G6)	Lait et autres produits laitiers	4
Sucre (G7)	Sucre	0,5
Matière grasses (G8)	Huile, beurre	0,5

Inspiré de PAM, 2014

Le calcul du SCA s'effectue de la manière suivante :
 $SCA = (2G1 \times j) + (3G2 \times j) + (1G3 \times j) + (1G4 \times j) + (4G5 \times j) + (4G6 \times j) + (0,5G7 \times j) + (0,5G8 \times j)$
 Avec : 2 = Pondération du groupe d'aliment ;
 G1 = Groupe d'aliment n°1 ;
 J = Nombre de jour de consommation de l'aliment au cours des sept derniers jours.

La détermination de l'Indice de Sécurité Alimentaire (ISA) résulte du produit entre le Score de Consommation Alimentaire (SCA) obtenu et le nombre de repas pris par jour par le ménage pendant la période de l'enquête, cela en fonction du nombre normal de repas pris par jour par un ménage. Le nombre normal de repas pris par jour par un ménage est une constante que nous avons retenue, il est de trois (03) repas (idem, 2015). Ainsi, la formule de calcul de l'Indice de Sécurité Alimentaire (ISA) est la suivante:

$$ISA = \frac{\text{Score de consommation alimentaire} \times \text{Nombre de repas pris par jour}}{3}$$

Ainsi les seuils conventionnels définis par le PAM pour déterminer les trois groupes de consommation alimentaire ont été utilisés :

- **Consommation alimentaire pauvre** : score inférieur à 21 correspond à une situation *d'insécurité alimentaire sévère* ;
- **Consommation alimentaire à la limite de l'acceptable**: score compris entre 21,5 et 35 correspond à une situation *d'insécurité alimentaire modérée* ;
- **Consommation alimentaire acceptable** : score supérieur à 35 correspond à une situation *de sécurité alimentaire*.

2.3. Concepts opératoires de l'étude

L'étude en cours de rédaction englobe un certain nombre de concepts dont il convient d'en préciser les contours. Ainsi, les notions et concepts définis s'articulent autour de la diversification agricole, des bas-fonds et de la sécurité alimentaire.

Diversification agricole: La diversification agricole renvoie à la combinaison des productions dans un système de culture, un système de production ou un territoire (Éric Malézieux, Paule Moustier, 2005). Appliquée à l'agriculture, la diversification se définit comme l'introduction ou le développement de spéculations additionnelles aux spéculations existantes (idem, 2005). Dans le cadre de cette étude, il s'agit donc du développement ou l'introduction d'activités agricoles, de système de cultures non traditionnelles ou encore la mise en œuvre d'activités alternatives à celles déjà existantes.

Bas-fond: Dans le dictionnaire Larousse français, le bas-fond se définit comme étant un terrain bas et enfoncé. En 1996, Delville et al qualifient les bas-fonds comme les têtes de réseaux hydrographiques, caractérisés par un lit mineur inexistant ou peu marqué.

Sécurité alimentaire: La disponibilité, l'accès, la stabilité et l'utilisation sont quatre dimensions distinctes mais liés pour atteindre un état de sécurité alimentaire. Sans ignorer que la dimension nutritionnelle fait partie intégrante du concept de sécurité alimentaire (FAO, 2012). Pour cette étude, la définition retenue est celle proposée par le Comité de la sécurité alimentaire mondiale de la FAO en 2012. Elle stipule que la sécurité alimentaire et nutritionnelle « *existe lorsque tous les êtres humains ont, à tout moment, un accès physique, social et économique à une nourriture saine dont la quantité consommée et la qualité sont suffisantes pour satisfaire les besoins énergétiques et les préférences alimentaires des personnes, et dont les bienfaits sont renforcés par un environnement dans lequel l'assainissement, les services de santé et les pratiques de soins sont adéquats, le tout permettant une vie saine et active* ».

Risque alimentaire: Le risque alimentaire se définit comme « l'ensemble des difficultés à s'approvisionner, en temps opportun et à moindre coût, selon des critères de quantité et de qualité établis, dans le respect des spécificités locales » (Janin P., 2005). De fait, il est la probabilité de survenu de l'insécurité alimentaire. Dans la présente étude, le risque alimentaire est appréhendé comme la probabilité que des facteurs structurels et conjoncturels contribuent à entraver la disponibilité, l'accès, la stabilité et l'utilisation optimale des aliments. Il peut s'agir des mauvaises récoltes, de l'instabilité des revenus agricoles, de l'instabilité des disponibilités alimentaires et la dégradation des infrastructures (transport, marché).

Insécurité alimentaire: L'insécurité alimentaire fait référence à l'incapacité de disposer et d'accéder à la nourriture en quantité suffisante et de la qualité des denrées alimentaires saines et d'eau potable en vue de satisfaire les besoins nutritionnels. Une telle situation peut résulter d'une pénurie, d'un pouvoir d'achat faible, d'une répartition inadaptée ou d'une mauvaise utilisation des aliments au niveau des ménages. L'insécurité alimentaire peut être chronique, saisonnière ou provisoire (KOFFIE-BIKPO, 2011). Et lorsqu'un grand nombre d'individus ou de ménages se trouve en insécurité alimentaire on parle alors de crise alimentaire.

3. RESULTATS PROVISOIRES

Tableau 3 : Répartition des exploitants de bas-fond et non selon la situation alimentaire

Catégories des ménages		Sécurité alimentaire	Insécurité alimentaire Modérée	Insécurité alimentaire sévère	Total
Exploitant de bas-fond	Effectif	124	69	16	209
	Fréquence%	59.33	33.01	7.66	100
Non Exploitant de bas-fond	Effectif	36	38	20	94
	Fréquence%	38	40	22	100

Source : Nos enquêtes, 2016

Selon l'étude comparée de ce tableau, il ressort que **59.33 %** des exploitants de bas-fond sont en sécurité alimentaire, contre seulement **38 %** chez les paysans n'exploitant pas les bas-fonds.

62 % des paysans n'exploitant pas les bas-fonds se trouvent en situation d'insécurité alimentaire. Les non exploitants de bas-fonds sont pour leur part en insécurité alimentaire sévère à **22%** et **40 %** en insécurité alimentaire modérée.

Quand **40.67 %** d'exploitants de bas-fonds, dont **7.66%** sont en insécurité alimentaire sévère et **33.01 %** en insécurité alimentaire modérée.

Il ressort de cette analyse que **la mise en valeur des bas-fonds contribue à insérer les exploitants de bas-fonds et leur ménage en sécurité alimentaire.**

4. DIFFICULTES DE L'ETUDE

La recherche scientifique est bien souvent marquée de difficultés et la nôtre n'a pas échappé à cette réalité, nous mentionnons ci-dessous les quelques difficultés que nous rencontrons :

L'obtention de cartes d'occupation de sol (jachères, cultures, sols nus, bas-fonds) selon trois dates : avant, pendant et après la crise ;

La part des revenus de l'exploitation des bas-fonds dans l'alimentation des ménages.